

LA MINUSCA PASSE EN REVUE AVEC LA PRESSE DES ACTIVITES MARQUANTES DE L'ANNEE 2017

Bangui le 03 Janvier 2018 - La mise en œuvre du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaines (MINUSCA) au cours de l'année 2017 a été au centre de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, ce mercredi à Bangui. Une rétrospective qui a mis en relief certaines des activités des différentes composantes de la Mission durant l'année qui s'est écoulée.

Pour la porte-parole par intérim de la MINUSCA, Madame Uwolowulakana Ikavi-Gbétanou, « la visite du Secrétaire général, António Guterres, en octobre, a, sans nul doute, représenté le moment le plus marquant de l'année 2017. Le choix de la République centrafricaine et de la MINUSCA, comme première mission de maintien de la paix visitée depuis son entrée en fonction, est illustratif du grand intérêt que la communauté internationale, et plus particulièrement les Nations Unies continuent de porter à la RCA ».

Cette visite est intervenue quelques semaines avant le renouvellement en novembre, du mandat de la MINUSCA par le Conseil de sécurité. « Par le biais de la Résolution 2387, les missions principales de la MINUSCA ont été précisées à savoir : la protection des populations civiles, l'appui aux institutions démocratiques, le renforcement de l'autorité de l'État, mais aussi et parce que nous faisons toujours face à une situation humanitaire grave, faciliter l'accès à l'aide humanitaire », a indiqué Madame Ikavi-Gbétanou.

Sur le plan politique, le leadership de la Mission a poursuivi des échanges réguliers avec les acteurs clef de la vie politique et sociale du pays, dont les représentants de partis politiques et de la société civile, ainsi que des responsables municipaux, outre les plus hautes autorités du pays.

La porte-parole par intérim s'est aussi félicitée de nombreux événements qui ont bénéficié de l'appui de la MINUSCA, parmi lesquels l'Initiative africaine pour le retour de la paix en RCA, la feuille de route pour Bria et la réunion de haut niveau sur la RCA le 19 septembre en marge de l'Assemblée générale à New York dont l'objectif a été d'assurer que la RCA reste une priorité dans les agendas internationaux et pour présenter une stratégie de restauration de l'autorité de l'État, un des résultats clés du Forum de Bangui.

En ce qui concerne la restauration de l'autorité de l'État, Mme Ikavi-Gbétanou est revenue sur l'appui de la MINUSCA au déploiement des préfets et sous-

apporter son appui aux initiatives locales de médiation et de dialogue pour le renforcement de l'autorité de l'Etat », a-t-elle promis.

Au chapitre des droits de l'homme, la situation en RCA en 2017 est demeurée préoccupante du fait des affrontements fréquents entre les groupes armés rivaux, l'apparition de plusieurs groupes d'autodéfense et des attaques ciblées contre la population civile, « les violations plus graves ont été enregistrées à Bangassou, Alindao, Bria, Niem, Pombolo, Kembe et Zemio. La Mission a enregistré 2.710 incidents de violations et abus des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire de janvier à décembre 2017, affectant 4.412 victimes. Les groupes armés ont été responsables pour 1.714 incidents tandis que les agents étatiques ont été responsables pour 966 cas, notamment des détentions arbitraires », a indiqué la porte-parole par intérim. 2017 a également vu le lancement du rapport Mapping qui a documenté les violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises en RCA entre janvier 2003 et décembre 2015 ; le rapport ad hoc qui a enregistré les violations et abus des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire commis par la coalition FPRC et UPC dans la Haute-Kotto et la Ouaka entre le 21 novembre 2016 et le 21 février 2017 ; et aussi le rapport annuel sur les violations et abus des droits de l'homme commis en RCA pendant la période d'avril 2016 et mars 2017. Toujours sur volet droits de l'homme, on note la visite en octobre, du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, Adama Dieng, qui fait suite à l'ampleur de la violence au début de 2017, et des discours d'incitation à la haine et des attaques ciblées contre la population civile selon des critères ethnique et religieux.

En ce qui concerne les affaires pénitentiaires, la MINUSCA apporte un appui technique régulier à la Direction de l'administration pénitentiaire et mène des activités quotidiennes de mentorat et de conseil ciblant le personnel pénitentiaire, dont les directeurs des prisons, les greffiers, les agents de sécurité pénitentiaire, le personnel administratif et les FACA. « La MINUSCA a aidé les autorités pénitentiaires à élaborer la stratégie de réintégration sociale des prisonniers ainsi que la politique nationale d'assurance-maladie pour les prisonniers. Au total, 23 projets de réhabilitation d'infrastructures ont été achevés en vue de moderniser les installations de sécurité et améliorer les conditions de vie des prisonniers dans 11 prisons pour un montant de 631.528 dollars américains réalisés dans le cadre des projets à impact rapide et 254.460 dollars américains de fonds programmatiques, » a déclaré la porte-parole par intérim.

La conférence de presse a aussi permis à Madame Ikavi-Gbetanou de présenter un bilan positif du projet pilote DDR: « lancé officiellement le 30 août 2017 par le Président de la République à Bangui, l'opération est en cours. Les phases « désarmement-démobilisation » se sont achevées en décembre 2017, avec l'enregistrement de 439 combattants, dans sept localités ». La porte-parole par intérim a, par ailleurs, précisé que sur les 14 groupes armés, seuls le FPRC et le RJ/Sayo n'ont pas fourni leur liste. Pour ce qui concerne le volet intégration dans FACA, 100 combattants sont actuellement en formation au Camp Kassaï.

enregistrés (3.587 hommes et 737 femmes). Elles laissent la place, pour ce début d'année 2018, au projet « Réduction de la violence communautaire (CVR) » qui sera mis en œuvre dans plusieurs localités telles que Bria, Kaga-Bandoro, entre autres.

Pour sa part, le porte-parole de la Police, le Capitaine Léo Franck Gnapié a présenté les actions de la composante police de la MINUSCA, avec un accent sur la protection de la population civile et notamment les plus vulnérables, « Ce sont au total 22.770 patrouilles de sécurisation générale (pédestres ou motorisées, simples ou conjointe avec les Forces de Sécurité Intérieures), qui ont été conduites; soit en moyenne un peu plus de 62 patrouilles par jour sur l'ensemble du territoire centrafricain. À cela, il faut ajouter les points statiques d'observation et de sécurité ». D'autres actions de la composante police pendant l'année 2017 consistent à l'appui opérationnel aux FSI y compris la colocation, et l'appui au renforcement de leurs capacités.

De son côté, le Chef des Operations de la Force, le Lieutenant-colonel Clément C. Nasalan, est revenu sur les différents opérations menées par la Force de la MINUSCA pour rétablir la paix dans certaines localités ou chasser les groupes armés d'une zone. « C'est le cas notamment de l'opération Batatere déclenchée en février 2017 et qui a permis de faire de Bambari « une ville sans groupe armés » sur un rayon de 10 km ; et de l'opération Damakongo lancée en octobre 2017, créant les conditions de retour des déplacés dans leurs localités à Bocaranga et Bang. L'opération conjointe Hibou 2 avec les gendarmes et les policiers en cours depuis quelques semaines à Bangui, a permis de réduire sensiblement les confrontations entre groupes armés dans les troisième et cinquième arrondissement et d'améliorer la situation sécuritaire dans la capitale. »

La conférence de presse a aussi été l'occasion pour le Chef des Opérations de la Force d'apporter des éclaircissements aux questions de la presse relatives notamment à l'intervention de la Force à Paoua (Nord-ouest) suite aux actes de violence perpétrés par des groupes armés. La MINUSCA, a-t-il précisé, grâce au déploiement rapide de troupes additionnelles provenant de régions voisines, a réussi à ramener le calme, grâce à une réaction rapide et vigoureuse, et la prise de position à l'entrée et la sortie de la ville ainsi que dans le quartier arabe où a surgi la violence. Les Casques bleus assurent aussi la protection des populations déplacées.

En saluant la contribution des médias dans l'efflorescence des activités de la mission, le point de presse était également l'occasion pour la Mission de leur présenter, ainsi qu'à la population centrafricaine tout entière, ses vœux les meilleurs pour l'année qui commence.